

cette semaine et que, aussitôt après, le Canada accorderait sa sanction. Cette sanction a été donnée aujourd'hui par un décret du conseil priant Sa Majesté d'approuver et ratifier le traité en ce qui concerne le Canada.

La paix a été déclarée entre nous et l'Allemagne, le 10 de janvier dernier, lorsque les ratifications du traité de paix ont été signées à Paris par l'Allemagne et trois des principales puissances alliées—en réalité, elles ont été signées par huit ou dix puissances—de sorte que la condition à laquelle le traité devrait être mis en vigueur a été remplie à cette date.

Le traité de paix avec l'Autriche n'a pas encore été sanctionné, à notre connaissance. Il n'est donc pas encore en vigueur. Il a été approuvé, je crois, par toutes les parties de l'empire britannique, mais trois des principales puissances alliées—et associées n'ont pas encore ratifié le traité.

Mon honorable ami a mentionné la Turquie. Le traité de paix avec ce pays n'a pas encore été définitivement signé. En réalité, il n'a pas encore été soumis aux plénipotentiaires tures. Il le sera prochainement, je crois.

L'hon. M. FIELDING: Un autre traité a déjà été présenté à cette Chambre, le traité entre la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis pour la protection de la France contre une attaque possible de la part de l'Allemagne. Sommes-nous partie à ce traité de quelque façon?

L'hon. M. ROWELL: Non, il ne nous regarde pas à moins que nous n'y donnions notre assentiment précis, et nous ne l'avons pas encore fait.

L'hon. M. FIELDING: Pourquoi pas?

L'hon. M. ROWELL: Ce traité ne peut être mis en vigueur sans l'approbation des Etats-Unis qui ne l'ont pas encore sanctionné. Il sera toujours temps pour nous de prendre quelque décision lorsque nous verrons que le traité semble devoir être mis en vigueur.

L'hon. M. FIELDING: C'est Washington qui va dicter notre ligne de conduite?

L'hon. M. ROWELL: Non, pas du tout. Il n'a pas été question de la condition à laquelle ce traité doit être adopté.

Il n'est donc pas nécessaire que nous décidions ce qu'il y a à faire avant que cette condition soit remplie.

L'hon. M. FIELDING: Il y a plusieurs années, un homme public très distingué en ce pays allait sous le nom de "Look-to Washington McDougall". Allons-nous avoir un

autre homme public qui tourne les yeux vers Washington?

L'hon. M. ROWELL: Mon honorable ami est irascible quand il s'agit des questions qui touchent les traités, et il saisit toute occasion favorable de manifester son ire. Mais on ne saurait accuser ce Gouvernement de manque de sollicitude pour les intérêts du Canada. Je suis certain que même l'honorable député l'admettra.

M. PARENT: Combien d'autres traités allons-nous avoir à ratifier?

L'hon. M. ROWELL: Mon honorable ami parle-t-il de l'approbation des traités par la Chambre?

M. PARENT: Oui.

L'hon. M. ROWELL: Le Gouvernement a fait connaître son intention de soumettre à l'approbation de la Chambre tous les traités de paix avec les nations ennemies. Si la Chambre est en session, c'est ce qui sera fait. Mais si la Chambre était prorogée avant que le traité avec la Turquie fût conclu, le Gouvernement aurait à décider s'il serait justifiable d'ajourner l'approbation de ce traité jusqu'à une session prochaine du Parlement, ou si, les autres traités ayant été approuvés par le Parlement, il doit assumer la responsabilité de l'approbation sans consulter le Parlement. Mais la question ne s'est pas présentée: j'espère qu'elle ne se présentera pas. Nous pourrions avoir le traité avec la Turquie avant la fin de la session. Il y aura un traité de paix avec la Hongrie à considérer, quand il sera définitivement signé, et qu'il pourra être présenté.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance.

M. McKENZIE: Le ministre peut-il nous laisser entrevoir quand la situation actuelle entre le Canada et les différentes nations qui étaient en guerre prendra fin, afin que nous puissions savoir quand notre loi de naturalisation entrera en vigueur, et quand la période de dix années mentionnée dans la loi électorale commencera à courir? Le ministre nous dirait-il aussi où en est le traité avec la Hongrie?

L'hon. M. ROWELL: Je serai bien aise de donner au meilleur de ma connaissance à mon honorable ami le renseignement qu'il demande au sujet du traité avec la Hongrie. Il a été soumis il y a quelque temps aux